

MIEUX FORMER LES CHÔMEURS POUR LEUR DONNER UNE SECONDE CHANCE DE TROUVER UN EMPLOI

L'emploi est la priorité de la majorité. Le Président de la République s'attaque donc sans tabou à toutes les causes profondes du chômage en France :

- **Le coût du travail trop élevé dans notre pays est facteur de chômage ?** Le Président met en place une **fiscalité anti-délocalisation** qui allège le coût du travail, protège nos industries et nos emplois.
- **Nos PME sont asphyxiées par manque de financement ?** Le Président propose de créer une banque de l'industrie pour soutenir les PME, leurs projets et leurs emplois.
- **Notre système d'indemnisation du chômage n'aide pas assez les chômeurs à se former pour retrouver un emploi ?** Le Président propose de réformer notre système d'indemnisation du chômage et la formation des chômeurs.

Malgré la crise, grâce à l'action de Nicolas Sarkozy, l'emploi a mieux résisté en France que dans la plupart des pays développés

- Entre 2007 et 2011, le chômage a certes **progressé de 14% en France, mais de 56,6% au Royaume-Uni, de 98% aux Etats-Unis et de 166% en Espagne.**
- Cette meilleure résistance de l'emploi en France est due à notre politique qui a couplé :
 - o **mesures ciblées** : 34 mds € de plan de relance, recours au chômage partiel, 1,2 million d'embauches facilitées avec la suppression des charges dans les TPE etc...
 - o **réformes de long terme** : suppression de la taxe professionnelle, 35mds€ d'investissements d'avenir, assouplissement des 35h...
- Il faut poursuivre les réformes de structure pour créer durablement de l'emploi.

Avec la fiscalité anti-délocalisation, le Président de la République s'est attaqué à la question du coût du travail, frein à l'embauche et facteur de délocalisations

- **Le coût du travail est trop élevé en France.** Cela explique en partie les délocalisations que nous subissons. 1 h de travail coûte 3,59 € de plus en France qu'en Allemagne et 6,48 € de plus en France que dans la moyenne de la zone euro.
- **Le Président de la République a donc décidé d'alléger de 13 milliards d'euros les charges qui pèsent sur les salaires.** Comme il ne s'agit pas de financer ces allègements de charges par une augmentation de la dette, ces 13 milliards d'euros sont compensés par une augmentation de 1,6 point de la TVA et de 2 points de la CSG sur les revenus du patrimoine. Ces allègements de charges seront concentrés sur les salaires compris entre 1,6 et 2,4 smic. Cela signifie que 80% des salariés de l'industrie seront protégés par cette mesure.

- Baisser les charges qui pèsent sur le travail, c'est **redonner de la compétitivité à nos industries** (les coûts des produits fabriqués en France va baisser par rapport aux produits importés), **protéger nos emplois et faciliter les embauches.**

Après la question du coût du travail, le Président de la République propose de lever un autre frein à l'emploi : le manque de formation des chômeurs

Dans son interview du 11 février 2012 au Figaro Magazine, le Président de la République a proposé de revoir le système de formation et d'indemnisation des chômeurs afin de les aider à mieux se former pour retrouver un emploi.

a) Nicolas Sarkozy propose de créer un droit à la formation professionnelle pour donner toutes les chances aux chômeurs de retrouver un emploi

- Nous gagnerons la bataille pour l'emploi grâce à **un investissement massif dans la formation des demandeurs d'emplois**, qui permettra de :
 - o Satisfaire les **500 000 offres d'emploi qui aujourd'hui ne sont pas pourvues, faute de profils professionnels adéquats, soit près de 20% des chômeurs ;**
 - o **S'adapter à l'évolution permanente du marché de l'emploi** (reconversion industrielle, comme chez Lejaby, où les salariées vont se reformer pour exercer un nouveau métier, apparition de nouveaux métiers, mutations technologiques...)
 - o **Renforcer la compétitivité de notre économie** en dynamisant les secteurs d'activité créateurs de croissance et d'emploi.
- Or, si nous dépensons 30 milliards d'euros par an dans la formation professionnelle, **seuls 10% des demandeurs d'emploi sont en formation**, en raison notamment de :
 - o **la complexité et du manque de lisibilité de notre système de formation professionnelle**, dont le pilotage est éclaté entre Etat, régions et partenaires sociaux ;
 - o **l'absence d'offre systématique de formation par le service public de l'emploi.** Comme l'a rappelé Nicolas Sarkozy : « *75% des demandes de formation des chômeurs ne sont pas satisfaites* ». C'est inacceptable.
- C'est pour cela que Nicolas Sarkozy a placé la **réforme de la formation professionnelle au coeur de nos priorités en :**
 - o Confiant à Gérard Larcher, une mission sur la réforme de notre système de formation professionnelle qui devra aboutir très prochainement à des propositions concrètes ;
 - o Proposant **d'augmenter notre effort en matière de formation** afin d'offrir aux demandeurs d'emplois un véritable **droit à la formation professionnelle.**

b) Rendre notre système d'assurance chômage plus actif en l'orientant davantage vers le retour à l'emploi

- Avec ce véritable droit à la formation proposé par le Président de la République, chaque demandeur d'emploi pourra :
 - o **Définir un nouveau projet professionnel qui prenne mieux en compte ses aspirations**, et lui permette de valoriser son potentiel et ses talents ;

o **Avoir accès aux perspectives d'avenir qu'offrent les secteurs de notre économie les plus créateurs d'emplois**, grâce à des formations qualifiantes et ciblées sur les métiers qui recrutent.

- En retour de ce droit nouveau, les demandeurs d'emploi qui auront bénéficié d'une formation **auront le devoir d'accepter une offre correspondant à leur nouvelle qualification. Voir dans cette proposition une stigmatisation des chômeurs est un contresens absolu !** Offrir systématiquement une formation aux demandeurs d'emploi, c'est leur donner une seconde chance. C'est aussi refuser la logique de l'assistanat chère à la gauche. Comme l'a précisé Nicolas Sarkozy : *« dans ce système, l'indemnisation ne sera pas une allocation que l'on touche passivement, mais la rémunération que le service public de l'emploi verse à chaque demandeur d'emploi en contrepartie de la formation qu'il devra suivre. »*
- Cette **logique de droits et de devoirs qui responsabilise le chômeur** dans sa recherche d'emploi a déjà été mise en place par la plupart de nos voisins européens, y compris par des gouvernements de gauche : **l'Allemagne de Gerhard Schröder, la Grande-Bretagne de Tony Blair ou encore l'Espagne de José-Luis Zapatero**. Et au Danemark, dont le modèle social-démocrate est tant vanté par l'opposition, un demandeur d'emploi, après neuf mois de chômage, a le devoir de se former ou d'accepter un emploi s'il veut continuer de percevoir son indemnisation. Cette mesure ne doit donc rien à une quelconque idéologie de droite, elle relève d'un pragmatisme largement partagé en Europe.

c) Notre ambition est de construire cette réforme d'envergure en coopération avec les partenaires sociaux. Mais si aucun consensus ne se dégage, il faudra consulter les Français par référendum pour sortir de l'impasse.

- Le recours au référendum ne se fera **que si aucun consensus ne se dégage avec les partenaires sociaux !** Nicolas Sarkozy l'a dit très clairement *« si un consensus se dégage parmi les partenaires sociaux, cela ne sera pas nécessaire [de soumettre cette réforme à un référendum]. Mais si les obstacles catégoriels s'avéraient trop puissants, il faudrait sans doute réfléchir à l'opportunité de s'adresser directement aux Français pour qu'ils donnent leur opinion sur ce système d'indemnisation du chômage et sur la façon dont on doit considérer le travail et l'assistanat. »*
- Cette réforme va bien au-delà de la formation des chômeurs : **c'est un choix de société**. En cas de blocage, sur un sujet aussi structurant que notre politique de formation et d'assurance chômage, qui touche à l'économie nationale, à l'équilibre de nos finances publiques (l'Etat dépense 80 Mds€ en matière d'emploi et de formation, dont 35 Mds€ uniquement pour l'assurance chômage) et, *in fine*, à l'intérêt général, **il est normal que les Français aient la possibilité de se prononcer**.
- **La vérité, c'est que face à une gauche qui n'a pas d'autre solution face au chômage que de créer de l'emploi public financé par la dette, en France c'est bien la droite qui a le courage de tout faire pour ramener les chômeurs vers l'emploi !**